

ARGENT ET POLITIQUE

La jonction entre dans les mœurs

La pratique n'est plus secrète en Algérie : la jonction entre le monde de la politique et celui de l'argent est de plus en plus perceptible. Récemment, elle a été rendue encore plus évidente à travers l'introduction publique d'hommes d'affaires dans des listes électorales par de puissantes formations politiques telles que le RND.

Lorsque les mots viennent d'Ouyahia, il ne faut pas en chercher le reste. Directeur de cabinet auprès de la présidence de la République et patron du RND, il a récemment tenté de décharger le concept du mélange argent-politique de son aspect le plus sombre, le plus péjoratif en se livrant à des mises au point qui ont pu surprendre. Au moment où le premier responsable du FCE (Forum des chefs d'entreprises) se faisait publiquement boudier par le Premier ministre, le MAE et d'autres membres du gouvernement à l'occasion du Forum africain, Ouyahia est intervenu à contresens pour «laver» Ali Haddad de toutes les accusations dont il faisait l'objet. «J'ai des sentiments envers lui», affirmait-il alors, tout en précisant qu'il «n'avait pas pour habitude de tourner la veste lorsque je sens que les vents tournent». Plus qu'une déclaration d'amitié et de soutien, cette position vient prouver le peu d'embarras qu'il éprouve face à ceux qui y verraient une confirmation de sa tendance à mélanger argent et politique. Ahmed Ouyahia le prouve d'ailleurs officiellement en portant sur les listes des candidats RND aux prochaines législatives un candidat comme on n'en avait jusque-là rare-

ment vus. A Blida, apprend la presse, la tête de liste du Rassemblement national démocratique n'est autre que Tayeb Zeraïmi, patron de SIM connu surtout pour ses activités dans le secteur de l'agroalimentaire. Une première pour ce parti habitué à concevoir uniquement la présence d'hommes d'affaires de moindre envergure sur ses listes électorales. Les détracteurs d'Ouyahia lui accordent cependant une faveur : celle d'avoir porté son choix sur un homme sans dossiers compromettants. Tout l'inverse du FLN sans cesse ciblé pour avoir ouvert la porte à des hommes fortement controversés tels que Baha Eddine Tliba et Mohamed Djemaâ. Les passerelles entre le monde de la politique et celui de l'argent ne sont pas nouvelles. Si à travers le monde, la pratique passe pour un fait des plus connus, elle n'a fait son apparition que très récemment en Algérie.

Au début des années 2000, on le perçoit nettement au sein des partis islamistes. Le MSP du défunt Mahfoudh Nahnah illustrait déjà à cette époque l'existence d'une connexion flagrante entre les hommes d'argent et la politique, situation dont ne se cachait nulle-



Ph. Samir Sid

ment le mouvement basé sur des alliances bien connues avec des milieux d'affaires allant du simple commerçant à l'industriel le plus en vogue. Le richissime Djillali Mehri incarne à cette époque l'image parfaite de ce pont qui s'est peu à peu construit entre les deux mondes. Battu à la course électorale lors des législatives de 1991, il devient député de 1997 à 2002 grâce au soutien que lui apporte le MSP.

Le phénomène ne gêne pas outre mesure et s'étend au fil du temps. Les exemples de l'immixtion de l'argent dans le monde de la politique se font plus nombreux. L'épisode Moumen Khalifa en dit long sur le sujet. Même sans avoir trempé directement dans des affaires de politique,

l'homme s'y frotte de près en consacrant par exemple un large temps d'antenne de sa télévision à de sévères critiques contre un pouvoir avec lequel il a trop longtemps entretenu des relations ambiguës. La situation n'est pas propre à l'homme. Une ambiguïté similaire plane aujourd'hui tout autant sur les relations qui caractérisent les hommes d'affaires actuels, les plus en vue du moins, et le pouvoir. Rassemblés dans des organisations patronales censées constituer des garde-fous destinés à éviter les situations d'anarchie et surtout à renforcer le secteur économique privé, ces structures sont encore loin d'avoir atteint leur objectif, les patrons s'inscrivant plus dans la politique que dans l'espace qui leur

est astreint. Ammar Saâdani, l'ancien SG du FLN qui avait la réputation d'incarner l'homme porteur de messages, avait réagi à une tentative du FCE d'inscrire les siens parmi les candidats aux législatives. «Nous n'accepterons pas», avait déclaré ce dernier, de mélanger l'argent et la politique (...) nous ferons face aux mentalités archaïques». Une déclaration qui a poussé Ali Haddad à faire marche arrière en annonçant à son tour que le FCE n'avait aucune intention de faire de la politique. Quelques semaines plus tard, un appel à la mobilisation des Algériens contre le phénomène a été lancé par le président du groupe parlementaire du FFS à l'Assemblée. Chafaa Bouaïche a, il y a peu, dénoncé «l'ingérence de richissimes hommes d'affaires dans la politique (...) A l'époque, ils étaient au service des décideurs, à présent, ils veulent que ces derniers soient à leur service avant de devenir eux-mêmes décideurs (...) ils veulent se débarrasser de toute tutelle pour prendre en otage les institutions».

Perçus comme étant un phénomène ordinaire dans les pays avancés, les liens qui se sont tissés au fil des années entre les milieux de l'argent et les politiques alimentent de vives inquiétudes en Algérie. A l'origine de ces craintes, l'inexistence d'un système de contrôle des activités financières au profit du politique. Tout reste à faire.

Abla Chérif

SITUATION ÉCONOMIQUE

Le constat peu reluisant de l'UGTA

C'est un constat d'échec que le secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs de textiles et cuirs, M. Amar Takjout, a dressé hier sur la situation économique, lors de son intervention sur les ondes de la Radio nationale.

Abder Bettache - Alger- (Le Soir) - M. Amar Takjout a indiqué que la situation des entreprises publiques est loin d'être «réjouissante», alors que l'Etat a mis en place plusieurs mécanismes constitués de programmes d'investissements et de formation, d'arsenaux juridiques et de moyens financiers, pour relancer la machine économique du pays. Il dira également qu'il ne suffit pas de «faire des constats, mais plutôt d'agir sur le terrain en libérant les énergies managériales». Toutefois, il s'est interrogé «si réellement il y a eu un bilan pour situer et traduire concrètement tous les efforts sur le terrain, que ce soit sur le plan investissement ou managérial». «S'il y a constat d'échec managérial, il faut prendre des décisions et procéder au changement à la tête des entreprises défaillantes», a-t-il expliqué. Insistant sur la nécessité de tirer un bilan du programme de relance, M. Takjout estime, d'autre part, primordial d'instituer un «dialogue social» au sein des entreprises pour expliquer aux travailleurs qu'ils sont la composante essentielle de réussite de cette relance économique. Par ailleurs, il fera savoir «qu'il ne suffit pas de faire des communiqués», mais plutôt «d'accompagner ces propos par des gestes concrets». Et de lâcher : «Nous avons comme l'impression que ces déclarations et communiqués qui sanctionnent une rencontre sociale sont une forme d'injonctions et d'ordres déguisés.»

Poussant plus loin son analyse sur la situation économique du pays, le secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs de textiles et cuirs de l'UGTA a déclaré que les moyens dégagés pour développer les petites et moyennes entreprises, qui, compte tenu de leur faible nombre, constituent le parent pauvre de la relance attendue, sont «peu». Le représentant de l'UGTA considère «qu'il est inconcevable que les entreprises, quel que soit leur statut, ne soient pas encore identifiées ni identifiables», parce que leur adhésion à la Chambre de commerce est quasiment nulle. Il observe, aussi, que celles-ci ne sont pas organisées en unions professionnelles sectorielles. «Nous sommes le seul pays à ne pas disposer d'une cartographie de son tissu économique», a-t-il martelé. Et de poursuivre : «Au moment où le pays est à la veille d'élections législatives, le débat politique qui y est lié semble se désintéresser des questions économiques, laissant au politique le rôle de légiférer, seul, sur ces dernières.» Lançant de vives critiques à l'adresse des organisations patronales, M. Takjout dira que certaines de ces organisations ne représentent que «des noms de personnes agissant plus pour des intérêts personnels, que pour l'intérêt économique du pays».

A. B.

«LA VIOLENCE DE L'ARGENT EN ALGÉRIE», THÈME D'UNE CONFÉRENCE À ORAN

«Le nouvel ordre moral»

«Evoquer la violence de l'argent, c'est aussi insister sur ce qui me semble contraire à cette idée, à savoir la confiance au cœur des rapports sociaux qui suppose la clarté et la transparence dans l'échange.» C'est avec cette introduction que le professeur de sociologie, chercheur au GRAS, Université Oran2, M. Mohamed Mebtoul, a entamé, ce samedi, sa conférence sous le thème de «La violence de l'argent» dans notre société algérienne. Une rencontre organisée par la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme.

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Pour l'orateur, il est important de démontrer l'importance des rapports sociaux dans l'usage de l'argent. «Autrement dit, il s'agit d'évoquer les liens sociaux noués aux autres», aux institutions, à la famille, etc. Plus que le nerf de la guerre, l'argent nous fabrique socialement.»

M. Mohamed Mebtoul ira loin dans sa réflexion, en abordant ce qu'il qualifie comme étant le nouvel ordre moral. «La violence de l'argent s'institutionnalise par le haut. Mais ces pratiques s'enracinent dans la société. Elles sont à l'origine d'un nouvel ordre moral.»

Pour l'intervenant, le système des valeurs centré sur une mobilité sociale méritée, sur le capital culturel, sur la rigueur, sur l'effort, «est l'objet de dérision, de moquerie et d'étiquetages sournois qui signifient clairement que la personne n'a pas réussi à construire sa place dans la société».

Il étayera cela par les réflexions en vogue dans notre société pour dire de quelqu'un qu'il n'a pas su atteindre le sommet de la réussite, s'entend par réussite : richesse. «Il ne sait pas s'y prendre», «il est en dehors du coup», «hors-jeu»... autant d'expressions sociales pour stigmatiser la personne qui est, dira le sociologue, «incapable d'intégrer

le jeu de la transgression». Dans la société algérienne au travers de ce nouvel ordre moral, le fonctionnaire est considéré comme pauvre, être enseignant à l'université vaudra au concerné la réflexion de «c'est tout». Seul le fait de «foncer dans les affaires» attire respect et considération. «Aujourd'hui, le métier le plus convoité est celui de douanier, pour y entrer ce n'est pas facile.» Par ces mots cruels, le système sociopolitique a incontestablement «réussi» à mettre en spectacle de nouvelles catégories «d'exclus sociaux et culturels» qui intègrent «la foule des muets», dira le conférencier.

De nos jours, l'anormalité touche tout individu qui accumule du savoir, poussant ce dernier à construire son capital symbolique à la marge de la société, de façon honteuse et silencieuse, estime l'intervenant. Car l'usage de ce capital «est inconvertible en capital économique». Tout ceci induit une inégalité dans la répartition de l'argent dans la société et de ce fait, dira Mohamed Mebtoul, «l'identité professionnelle est abîmée. Le travail n'a plus de sens parce qu'il interdit d'accéder à la dignité de la personne. De façon plus extrême, quand le «vide» s'incruste dans les structures mentales des jeunes sans travail, la «désaffiliation» l'emporte».

Cette réflexion sur la violence de l'argent ne pouvait passer outre «le rôle» de la corruption, qui contribue, dira l'intervenant, «à déclasser de façon vertigineuse le mérite et le travail productif. «Tu travailles ou tu ne travailles pas, c'est la même chose.» Elle est enfin à l'origine de frustrations et d'indignations des personnes qui tentent de vivre de façon précaire de leur labeur». C'est ainsi que le système rentier favorise toute forme de transgression, estime le conférencier et ceci, dit-il, «parce qu'il fonctionne moins à la règle qu'aux affinités relationnelles, régionales ou familiales.

Le décalage est important avec la rationalité capitaliste qui s'est autonomisée des contingences familiales et personnelles». L'argent n'épargne aucun secteur, même celui de l'éducation n'y échappe pas, dira l'intervenant. «Il s'incruste. La marchandisation déforme du savoir renforce les inégalités sociales. La course aux cours particuliers, aux meilleures professeurs, même s'il faut pour cela emprunter, s'endetter, au-delà de la réussite scolaire de leur enfant, relève aussi du prestige social.»

Pour le sociologue Mohamed Mebtoul, la société subit une sorte de harcèlement qui l'a contrainte de réinventer mille et une tactiques et subtilités cachées, de jouer avec les normes plus profondément perverties par plus grand qu'eux. «La société se donne aussi à lire comme un ensemble d'arènes sociales et commerciales où l'argent, quel que soit son mode d'acquisition, est le moteur de son fonctionnement et de sa reproduction», conclut le conférencier.

A. B.